

CONSEIL
DE SECURITE

Distr.
GENERALE
S/2702
15 juillet 1952
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS DONT EST SAISI
LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT OU EN EST LEUR EXAMEN

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente, sur les questions dont le Conseil de sécurité est saisi et sur le point où en était leur examen à la date du 12 juillet 1952, l'exposé succinct que voici :

1. Question iranienne (Voir S/1456).
2. Accords spéciaux prévus à l'Article 43 de la Charte et organisation des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité (Voir S/1456)
3. Règlement intérieur du Conseil de sécurité (Voir S/1456)
4. Statut et règlement intérieur du Comité d'état-major (Voir S/1456)
5. Réglementation et réduction des armements de type classique et des forces armées (Voir S/1456 et S/2527)
6. Désignation d'un Gouverneur pour le Territoire libre de Trieste (Voir S/1456)
7. Question égyptienne (Voir S/1456)
8. Question indonésienne (Voir S/1456)
9. Procédure de vote au Conseil de sécurité (Voir S/1456)
10. Procédure d'application des Articles 87 et 88 de la Charte concernant les îles du Pacifique placées sous la tutelle stratégique des Etats-Unis d'Amérique (Voir S/1456)
11. Demandes d'admission (Voir S/1456, S/2451 et S/2679)

A ses 590ème et 591ème séances, tenues le 9 juillet 1952, le Conseil a poursuivi l'examen de la question des demandes d'admission.

A la 590ème séance du Conseil, le représentant de la Grèce a proposé de différer l'examen de cette question jusqu'au 2 décembre 1952. A la 591ème séance, les représentants du Chili et du Pakistan ont déposé un projet de résolution commun (S/2694) proposant que le Conseil de sécurité, rappelant

le paragraphe 3 de la résolution 506 (VI) de l'Assemblée générale, qui prie les membres permanents du Conseil de sécurité de se consulter sur la question des demandes d'admission à l'Organisation qui sont en suspens, prie instamment les cinq membres permanents du Conseil de sécurité d'accorder toute leur attention à la demande précitée de l'Assemblée générale. A la même séance le Conseil a procédé au vote sur la proposition de la Grèce et l'a adoptée par 8 voix contre une (URSS) et 2 abstentions (Chili et Pakistan).

12. Question palestinienne (Voir S/1456, S/1864, S/1878, S/1904, S/1912, S/2104, S/2114, S/2150, S/2164, S/2268, S/2280, S/2303 et S/2325)
13. Question Inde-Pakistan (Voir S/1456, S/1463, S/1465, S/1468, S/1472, S/1479, S/2025, S/2029, S/2037, S/2058, S/2070, S/2079, S/2132, S/2398, S/2416, S/2500 et S/2527)
14. Question tchécoslovaque (Voir S/1456)
15. Question du Territoire libre de Trieste (Voir S/1456)
16. Question d'Haïderabad (Voir S/1456)
17. Notifications identiques adressées au Secrétaire général, le 29 septembre 1948, par les Gouvernements de la République française, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des Etats-Unis d'Amérique (Voir S/1456)
18. Contrôle international de l'énergie atomique (Voir S/1456)
19. Plainte pour invasion armée de l'île de Formose (Taiwan) (Voir S/1774, S/1785, S/1831, S/1912 et S/1928)
20. Plainte pour bombardement aérien du territoire de la Chine (Voir S/1774, S/1785, S/1803 et S/1811)
21. Plainte contre le Gouvernement de l'Iran pour non-observation des mesures conservatoires indiquées par la Cour internationale de Justice dans l'affaire de l'Anglo-Iranian Oil Company (Voir S/2364 et S/2398)
22. Proposition tendant à inviter les Etats à adhérer au Protocole de Genève de 1925 concernant la prohibition d'emploi de l'arme bactérienne ou à ratifier ledit Protocole (Voir S/2679 et S/2687)
23. Demande d'enquête au sujet d'un prétendu recours à la guerre bactérienne (Voir S/2679, S/2681 et S/2693)

A ses 588ème et 590ème séances tenues les 8 et 9 juillet 1952, le Conseil a poursuivi la discussion de cette question.

A sa 590ème séance le Conseil a procédé au vote sur le projet de résolution (S/2688) déposé par le représentant des Etats-Unis d'Amérique lors de la 587ème séance. Il y a eu 9 voix pour, une contre (URSS) et une abstention (Pakistan), mais étant donné qu'un membre permanent du Conseil a voté contre le projet de résolution a été rejeté.

